

Clotilde Duroux

**La vérité sur
les nouveaux compteurs
communicants**

**Écologie, économie, santé, législation...
Organiser la résistance**



Préface

de Gérard Dieuzaide

Ces dernières dizaines d'années ont vu se succéder un très grand nombre de scandales sanitaires de toute nature.

Ce fut dans les années 60 que l'on commença à comprendre que le distilbène, une hormone de synthèse, était responsable de graves malformations chez les enfants dont les mères avaient été traitées. Ce n'est qu'en 1977 que la France le retirera du marché. Des centaines d'enfants en furent victimes.

En 1991 éclata le scandale du sang contaminé. Pourtant, dès 1985, l'alerte avait été donnée. Cinq mille personnes furent contaminées par le virus du sida.

Même année, même scénario ? En décembre 1991, ce fut au tour de l'hormone de croissance de venir au-devant de la scène, des stocks suspects ont été écoulés en 1985 et 1986 malgré les mises en garde sur d'éventuels risques infectieux. Cent dix-neuf enfants ont perdu la vie.

L'affaire de la vache folle, elle, commence en 1985 par une épizootie au Royaume-Uni, qui s'est propagée à plusieurs pays, infectant plus de 190 000 animaux. Ce n'est qu'en 1996 qu'elle s'est muée en crise sanitaire, avec la découverte d'une possible transmission de l'encéphalopathie spongiforme bovine à l'homme. La maladie a fait à ce jour quelque 200 victimes humaines, un nombre qui pourrait augmenter du fait d'une longue période d'incubation.

En 1986, c'est la catastrophe de Tchernobyl. Le gouvernement ne juge pas nécessaire de mettre en place des mesures de sécurité, contrairement à notre voisin allemand. Des organisations non gouvernementales avancent un chiffre de plus de 500 000 morts à nos jours.

L'Isoméride® avait un effet sur la faim... mais aussi sur les poumons. En 1997, les laboratoires Servier sont contraints de retirer du marché ce médicament anti-obésité pris par plus de 5 millions de Français depuis 1985. Responsable de cas d'hypertension artérielle pulmonaire, voire d'anomalies des valves cardiaques, il aurait causé la mort d'au moins 40 personnes.

Toujours en 1997, l'amiante est enfin interdit en France.

À l'origine d'environ 35 000 décès, un chiffre qui pourrait grimper à 100 000 d'ici à 2025, ce matériau hautement cancérigène a été massivement utilisé par les travailleurs du bâtiment depuis la Seconde Guerre. Et ce, malgré sa dangerosité connue des industriels et de l'État. Celui-ci sera d'ailleurs reconnu responsable du décès de personnes contaminées pour la première fois en 2000.

Enfin, nous avons tous en mémoire l'affaire du Mediator®. Le bilan exact des morts imputables à ce médicament s'annonce impossible à établir. Le 16 novembre 2010, l'Afssaps estimait à 500 le nombre de patients décédés et à 3 500 le nombre d'hospitalisations, après une étude portant sur une courte période. Une étude de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et de l'épidémiologiste Agnès Fournier, portant elle sur la période 1976-2009 (début et fin de la commercialisation du Mediator®) et publiée en février 2012, chiffre le bilan à 1 300 morts et 3 100 hospitalisations.

Le livre de Clotilde Duroux nous éclaire sur le prochain scandale. Un fléau qui pourrait s'abattre sur l'ensemble des habitants de notre planète. Nos sociétés modernes reposent sur un socle technologique émetteur de fréquences électromagnétiques de toute nature, invisibles, mais de plus en plus présentes et complexes, pour lesquelles l'espèce humaine n'est pas préparée. Déjà plus de 3 000 publications scientifiques faites dans des universités réparties sur toute la planète mettent en évidence l'effet des ondes électromagnétiques sur

la matière vivante. Que ce soit sur les plantes, sur les animaux, mais aussi sur les hommes.

On ne peut pas non plus balayer d'un revers de main dédaigneux et arrogant ces dizaines, voire ces centaines de milliers de personnes qui voient leur vie gâchée ou même saccagée par un environnement électromagnétique chargé, que ce soit celui de la téléphonie portable, celui du WiFi, des lignes haute tension, etc.

Le monde médical n'est pas informé. Il reste sourd. On nous parle de peurs irrationnelles des technologies sans fil ! De troubles psychosomatiques ! Pourtant, la société civile commence à s'inquiéter. Le tribunal de Toulouse, en janvier 2016, a reconnu un cas d'hyper électrosensibilité et a accordé une rente d'invalidité à 85 % à une victime des ondes. Le tribunal de Madrid, en juillet 2016, a rendu un jugement dans le même sens !

Nous sommes aujourd'hui cernés, envahis par cet environnement toxique. Et comme si cela ne suffisait pas, on se prépare, on a commencé à rajouter une couche supplémentaire de nuisances vibratoires qui vont concerner chacun d'entre nous. Il s'agit des compteurs dits « intelligents », qu'il s'agisse de Linky, imposé par EDF, de Gaspar, imposé par GDF, mais aussi du futur compteur d'eau qui fonctionnera selon le même principe.

Jusqu'à maintenant, ces informations, ces connaissances étaient réservées à des « éveillés ». Quelques personnes du monde médical, des chercheurs, des scientifiques, des associations de défense des électrosensibles et bien

sûr les victimes des ondes elles-mêmes. Car la désinformation règne en maître dans la plupart de nos médias. Non pas par malhonnêteté, mais parce qu'eux-mêmes, victimes des marchands, ont été également désinformés. Au final, tout est fait pour que les citoyens ne comprennent pas ce qui est en train d'arriver.

Le livre de Clotilde Duroux est intéressant à plus d'un titre. Il aborde de façon très argumentée les différents aspects de cette nouvelle technologie utilisée dans les compteurs intelligents. Il s'agit des courants porteurs en ligne (CPL), émetteurs de champs électromagnétiques complexes auxquels nous ne pourrons plus échapper car agissant à l'intérieur même de nos maisons. Ceux qui auront lu cet ouvrage ne pourront pas dire « je ne savais pas ».

Elle y évoque les conséquences désastreuses à tous les niveaux, que ce soit sur le plan scientifique, sanitaire, social, écologique, législatif et même financier. Le lecteur reçoit ainsi toutes les informations qui lui laisseront la possibilité de choisir, c'est-à-dire d'être libre.

S'il est sensible aux arguments de l'auteur, il a à la fin du livre le chemin à suivre, tout tracé, pour rentrer en résistance. Comme l'ont fait tous ceux qui se sont battus pour dénoncer l'ensemble des scandales sanitaires jusqu'à aujourd'hui. Et celui qui se prépare pourrait avoir une envergure encore inégalée.

Merci à Clotilde pour le formidable travail qu'elle a accompli.

Introduction

La seconde partie du xx^e siècle est sans nul doute la période où le plus grand nombre de découvertes ont vu le jour. Avec l'avènement des technologies, le mode de vie de l'homme occidental s'est trouvé profondément transformé. Aucun secteur d'activité n'a été épargné : de l'agriculture au tourisme en passant par la médecine, la technologie est désormais partout, en permanence, au point qu'un retour en arrière n'est plus envisageable. L'utilisation de tout ce que la modernité a mis à disposition de l'homme est devenue tellement évidente que personne, ou trop peu, ne s'est posé la question de l'évolution de la physiologie de ce dernier. En cinquante ans, le corps humain a-t-il pu vraiment s'adapter à tout ce que nous lui faisons subir, via ces nouvelles technologies dont nous sommes si fiers ?

Qui aujourd'hui peut prétendre honnêtement qu'il n'a jamais été confronté au moins une fois de manière directe ou indirecte au cancer ou à une maladie auto-immune ?

Qui peut encore prétendre également que la civilisation occidentale est une civilisation réellement avancée ? Sommes-nous le modèle à suivre, alors que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est en constante augmentation, que l'illettrisme gagne du terrain, que le taux de suicide, chez les adultes comme chez les enfants, est en hausse constante ? Est-ce cela que nous voulons ?

À un moment donné, quand le décalage entre la volonté du citoyen et les actions politiques se fait trop important, il est temps de reprendre la parole. Pour ce faire, encore faut-il être informé correctement et, là aussi, le travail est vaste. Car comment reprendre la main et comprendre tous les aspects d'une problématique sans informations fiables ?

Certains lecteurs trouveront sans doute mon discours alarmiste, mais ce qui arrive actuellement avec les compteurs intelligents représente bien plus qu'un simple problème de facture d'électricité ou d'eau.

C'est un problème financier, avec entre autres celui de la mutation du service dit public, et un problème politique puisque ces compteurs ont été créés dans le cadre d'une politique écologique mise au point par Bruxelles, sans l'accord du citoyen ; c'est également un problème de santé publique, le nombre de personnes dites électro-sensibles allant toujours en augmentant, au point qu'en 2015, la Sécurité sociale a accordé une pension d'invalidité à une personne souffrant de cette pathologie. Une première, mais vraisemblablement pas une dernière, si nous laissons les choses continuer à ce train.

Comme pour beaucoup, ma réaction a été tardive. Ce n'est qu'en décembre 2015, à la lecture d'un article publié par *Presse Océan* annonçant le déploiement des compteurs intelligents mis en place par EDF, les fameux compteurs Linky, que j'ai réalisé qu'il fallait faire quelque chose. Malgré toutes les alertes lancées par différents blogueurs ou personnalités du monde dit alternatif, je n'avais rien vu venir, déléguant « aux autres », sans bien savoir à qui, ma santé, mon bien-être et celui de ma fille. Le jour où j'ai lu cet article, j'ai compris qu'il ne pouvait plus en être ainsi. Que des années

de délégations aux pouvoirs publics, censés nous protéger dans tous les domaines, pharmaceutique, alimentaire, chimique... n'avaient eu pour résultat que ce que nous voyons maintenant. Une panne de la démocratie, des citoyens peu ou mal représentés et surtout démissionnaires devant la puissance des lobbys.

Il est donc grand temps de s'engager individuellement, d'aller chercher l'information et arrêter de se laisser bernier par des entreprises intéressées uniquement par notre portefeuille, de se laisser convaincre par des élus qui n'ont qu'une volonté : manger le plus longtemps possible à la gamelle électorale et qui, une fois au pouvoir, qu'il soit local ou national, font preuve d'un népotisme éhonté, changeant de discours comme certains changent de chaussettes.

J'ai donc décidé de monter ma propre association locale de lutte contre les compteurs intelligents, qu'il s'agisse de Linky, imposé par EDF, Gazpar, imposé par GDF, mais aussi du futur compteur d'eau dont nous ignorons le nom pour l'instant. Devant la méconnaissance du sujet constatée, j'ai volontairement mis l'accent sur l'information

ou plutôt la réinformation, via des campagnes locales de tractages, de boîtages et de rencontres citoyennes. Au fil de ces actions, l'idée a germé d'écrire un ouvrage où j'exposerais toutes les informations utiles collectées et où je tenterais d'exposer clairement tous les tenants et aboutissants de cette affaire de compteurs intelligents.

Car comme déjà dit plus haut, il ne s'agit pas seulement d'une histoire de relevé de facture. Le déploiement des compteurs intelligents n'est que le résultat d'un long processus politique et financier mis en place depuis plusieurs années maintenant et dont nous sommes tous responsables, de par notre négligence et notre désintérêt des affaires publiques. Même s'il est vrai que le fameux débat citoyen est aujourd'hui biaisé, faute de représentants idoines et de transparence, il est un outil moderne qui permet dans une certaine mesure la réappropriation de l'information, puis de la parole : je parle d'internet. Tout y est disponible, tant sur les sites officiels que sur ceux des lanceurs d'alerte. Il suffit ensuite de faire le tri, ce qui, soyons honnête, n'est pas toujours chose aisée.

Ce qu'il importe de comprendre, c'est que les compteurs intelligents, en plus d'être au bout du réseau, sont également le bout de la chaîne d'une nouvelle politique énergétique et surtout d'une écologie mondialisée visant à répondre à la thèse du réchauffisme. Tout est étroitement mêlé : la finance via les actionnaires des gros fournisseurs d'énergie, la politique via les décrets européens sur l'énergie et la politique locale via l'organisation de la mise en place de cette nouvelle écologie.

Une fois le processus assimilé, il convient donc de devenir cohérent dans ses choix quotidiens tout comme dans ses choix militants : la résistance ne sera qu'une façade si elle n'est pas accompagnée d'actions réelles menées au quotidien en plus du changement visible dans les urnes. Il reste à l'individu une arme souvent utilisée contre lui mais qu'il peut lui-même employer pour parvenir à ses fins : l'argent. Dans notre société, l'individu n'est plus membre d'une société mais de plus en plus réduit à sa fonction économique : c'est un consommateur. Or, un consommateur qui ne consomme plus sort de cette fonction économique pour redevenir un individu citoyen qui, par son mode de vie,

a une influence sur son environnement, sur les entreprises, l'emploi, l'écologie, la famille, sa santé, bref, sur tout ce qui le touche de près ou de loin.

À chacun maintenant de se mobiliser et surtout de mobiliser son énergie, qu'elle soit physique ou financière, afin d'aller dans la direction que nous voulons pour nous, nos enfants et tous ceux qui nous succéderont. À chacun de prendre désormais pleinement conscience de l'impact de chacun de ses petits gestes quotidiens sur la planète, de s'informer en temps réel et de cesser d'assister les bras ballants à la prise de pouvoir des gros actionnaires sur notre vie.



***Smart city*, de la ville intelligente à la cité totalitaire**

Pour définir le principe de la *smart city*, on peut écrire qu'il s'agit de l'application à l'échelle d'une ville de la domotique dont un particulier doterait sa demeure.

Le mot « domotique » (du latin *domus*, c'est-à-dire maison) est entré dans le dictionnaire comme « science qui s'occupe de l'application de l'électronique et de l'informatique dans la vie

domestique (appareils ménagers et systèmes de contrôle) et de leur utilisation ». En clair, il s'agit de la rencontre entre technologies informatique, électrotechnique et électronique qui transforment une maison en une « maison intelligente ». C'est l'outil qui permet de gérer les installations, les appareils, les automatismes afin d'augmenter le confort de vie, à l'intérieur de sa propre résidence mais pas uniquement. L'immeuble commence à développer une intelligence à part, qui n'est pas caractérisée par la quantité de technologie qu'il contient, mais par le projet de l'intégration des technologies dans les demandes toujours en évolution des individus.

À quoi cela sert-il ? Dans chaque demeure, nous pouvons observer des gestes répétitifs ou des situations similaires qui peuvent être automatisés. Par exemple : allumer un escalier sombre et éteindre la lumière quand il n'y a personne, allumer et éteindre l'éclairage quand la maison est vide pour simuler la présence de quelqu'un, baisser automatiquement la climatisation quand la température extérieure baisse aussi, gérer les caméras de surveillance ou l'alarme, etc.

Le concept décliné au niveau d'une agglomération donne naissance à la *smart city*.

Présentée par les autorités comme le type même de la ville intelligente, la *smart city* doit, selon le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer et le Commissariat général au développement, être transversale et toucher « les différents secteurs de la planification urbaine en conciliant les enjeux économiques, environnementaux et sociaux ». Il nous est aussi précisé qu'elle peut ainsi « impliquer la modernisation de l'administration par le numérique, la réinvention des transports publics, l'innovation pour les réseaux d'électricité et de chaleur, l'avènement de bâtiments à énergie positive et la gouvernance par la démocratie participative et citoyenne ». L'objectif des collectivités qui font le choix de devenir des villes intelligentes étant de « redynamiser l'attractivité d'un territoire et de booster l'économie locale, d'optimiser la planification urbaine pour faciliter la vie des citoyens par des services innovants et réduire les coûts de fonctionnement en rationalisant les dépenses par des applications intelligentes ».

Pour ErDF

Pour les associations refusant Linky.

Linky n'est pas dangereux car il utilise le CPL.

Le CPL génère des champs électromagnétiques dangereux pour la santé.

Le CPL est « *une technologie éprouvée depuis 50 ans* ».

L'ancienneté d'une technologie ne fait pas son innocuité, d'autant que depuis des décennies, certains utilisateurs insistent sur la nécessité de blinder les fils.

Linky génère du CPL uniquement en amont du compteur.

Linky envoie du CPL dans le logement aussi. De plus, « en amont » peut s'avérer être dans un hall d'immeuble, sous un arrêt de bus, dans un autre logement...

Le rayonnement électromagnétique du compteur est comparable à celui d'un grille-pain.

Pourtant, le CRIIREM recommande de rester à au moins deux mètres du compteur. Le problème n'est pas le Linky, mais bien le CPL.

Table des matières

Préface de Gérard Dieuzaide.....	5
Introduction	8
I. <i>Smart city</i> , de la ville intelligente à la cité totalitaire	15
II. Compteurs intelligents et écologie	27
L'impact des compteurs intelligents sur l'environnement.....	33
III. <i>La dirty electricity</i>	45

IV. À qui profite le crime ?.....	83
Compteurs intelligents et libertés individuelles.....	83
Compteurs intelligents : combien cela va-t-il nous coûter ?.....	86
La surfacturation.....	94
Le cousin de Linky : Gazpar.....	101
Vers une mutualisation ?	103
V. La législation.....	109
Voyons maintenant l'aspect concernant EDF et sa filiale ErDF	116
Les actions en cours.....	118
VI. Organiser la résistance	125
À l'échelle individuelle	127
Les associations	150